

VOX Populi

Chef de pupitre: Jeanne Gauthier

L'avenir au peuple

Éditorial - Où ira notre argent?

Hier matin, au salon Bleu, on nous a fièrement présenté l'énoncé budgétaire proposé par le gouvernement social-démocrate. Nul n'était surpris de voir que l'APQ a encore une fois mis de l'avant la condition humaine dans ses investissements futurs. Des sphères d'activités sociales trop souvent délaissées ont été incluses dans l'énoncé, démontrant une fois de plus que les besoins du peuple sont une priorité au sein de l'APQ. L'exposé dénonçait la condition précaire des aînés, des artistes et des jeunes étudiants et prônait la réintégration sociale. Ce dernier a aussi décrit, avec davantage de précision, le système d'impôt à 10 paliers en indiquant que 77% des Québécois verraient leurs impôts diminuer de 200\$. La sensibilité de l'APQ aux diverses causes sociales et au bien-être humain dans cet énoncé dit «budgétaire» confirme leur empathie envers les plus

vulnérables. Cependant, le problème réside dans le fait que l'exercice de ce discours avait pour but premier d'annoncer les investissements du présent mandat, ce qui n'a pas été achevé clairement. Ce que nous a présenté la ministre de Lamoureux, c'est un écho du discours d'ouverture du premier ministre Moisan. Nous avons entendu et réentendu l'importance d'aider les régions et les proches aidants, tout en invoquant la vente de l'hydroélectricité à nos voisins de l'Ouest et du Sud. Évidemment, un discours omettant de mentionner les enjeux en éducation et en environnement aurait été qualifié d'incomplet, d'où les précisions apportées sur ces derniers sujets. La ministre a annoncé sa volonté d'utiliser le Fonds des générations pour investir en amont dans la transition environnementale. Pour veiller au remboursement de cet emprunt, ils useront les profits générés par la vente de l'hydroélectricité. Ces mesures s'avèrent tout à fait pertinentes, seulement, il y a une



Crédit photo: Assemblée nationale

insuffisance marquée de contenu budgétaire à proprement dit. Seulement 5 chiffres ont été dévoilés hier après-midi et parmi ces derniers, seulement 1 révélait la valeur d'un investissement futur. Pour reprendre les propos de la porte-parole en matière de finances de l'opposition officielle, nous sommes, au final, déçus. Nous avions espoir d'un énoncé à la hauteur de la mésosphère, toutefois, le gouvernement nous a présenté une mission très peu complexe. En espérant que les pelletées de nuage laisseront éventuellement plus d'espace aux rayons de soleil. Et qu'ils seront chiffrés.

- Josiane Paradis, rédactrice
en chef



Approbation à condition

Par Jeanne Gauthier

Lors de la quatrième séance parlementaire, le gouvernement a présenté son énoncé budgétaire. Celui-ci est ambitieux et loin de faire l'unanimité.

L'opposition officielle, l'Innovation libérale, est déçue du budget du parti au pouvoir. La porte-parole en matière de finances, Mme Gabrielle Gagnon, a pris la défense des « grands oubliés » comme les infirmières. La députée a aussi pointé du doigt le manque de cohérence au sein du budget, que le parti considère idéaliste et « mal échafaudé ». La deuxième opposition, pour sa part, considère que l'APQ a fait transparaître des valeurs progressistes dans son énoncé, et ajoute que les valeurs mises de l'avant devraient plaire à l'électorat des deux partis. Par contre, le porte-parole en matière de finances, Jérémy Fournier, déclare être « resté sur sa faim » en ce qui concerne les propositions de projet vert. La fin de son discours a été chaleureusement accueillie par le gouvernement, sous la forme d'une main d'applaudissement.



Par Florence Claveau-Roy

Le budget passé à Antidote

L'énoncé budgétaire présente de nombreuses incohérences
En voici le répertoire

Reposer sur les revenus d'Hydro-Québec

La ministre des Finances, Madame Alexandrine Labbé, a expliqué, en s'adressant à l'Assemblée hier matin, que sous un gouvernement de l'APQ, Hydro-Québec arrêterait de vendre à perte ses surplus d'électricité en chargeant aux clients étrangers le prix équivalent au coût de production d'hydroélectricité. Cette proposition est impossible à réaliser. En 2017, l'Institut de recherche et d'information socioéconomiques (IRIS) publie un billet expli-

quant qu'Hydro-Québec n'a pas le choix de vendre à perte son hydroélectricité pour demeurer concurrentiel. En effet, le prix de vente d'un kWh vendu à l'étranger est établi par les conditions du marché. Le gouvernement, qui souhaite remplir ses poches en vendant son hydroélectricité à la ville de New York, ne peut pas décider de se mettre à vendre au prix de production s'il ne respecte pas les lois du marché. Comme le département américain de l'énergie prévoit que le prix de l'électricité sera stable jusqu'en 2035 environ et que ce prix est en-dessous du coût de production d'un kWh provenant du barrage hydroélectrique de La Romaine, il est inconcevable de penser que le gouvernement réalisera sa pro-

messe.

Gratuité sélective des transports en commun

Le présent gouvernement propose de rendre gratuit l'utilisation des transports en commun des étudiants, des aînés et des personnes en situation de précarité financière. Par conséquent, les usagers des transports en commun exclus de ces privilèges devront payer plus pour éviter les pertes. Il semble donc y avoir un effet pervers à ces mesures, soit de favoriser une partie de la population pour en décourager une autre à utiliser les transports en commun. Ultimement, cette mesure pourrait faire baisser le taux de fréquentation des transports en commun de façon globale.

Banaliser la honte

Les intervenants sociaux observent le lourd sentiment d'humiliation qui pèse sur les épaules des plus démunis. En offrant la gratuité de transports en commun à ce groupe déjà stigmatisé, notre société accepte qu'à chaque trajet d'autobus, un individu dans la précarité porte la honte de se faire identifier à sa situation financière par les autres passagers puisqu'il ne paiera pas comme les autres son billet. Sans vouloir remettre en doute la bonne foi du gouvernement, il est nécessaire de peser le poids des répercussions économiques et sociales que cette nouvelle mesure amènerait au sein de la société québécoise.

Premières Nations

Le gouvernement disait vouloir améliorer les conditions de vie sur les réserves dans la mesure de ses compétences provinciales. Effectivement, l'administration

des réserves est sous la responsabilité du gouvernement fédéral, limitant le pouvoir de l'APQ pour s'impliquer dans l'amélioration du sort des Autochtones. De plus, ces derniers n'ont prévu aucune mesure budgétaire pour investir auprès de ces communautés. Le gouvernement s'annonce comme un sauveur des Premières Nations, mais n'a aucune ressource pour le faire. Le renversement du statut quo est une fausse promesse.

Immigrants

Lors de son discours inaugural, le premier ministre a promis d'augmenter substantiellement le financement aux organismes communautaires dédiés à l'accueil et à l'intégration des nouveaux arrivants. L'énoncé budgétaire ne fait aucunement mention des immigrants. L'APQ, pourtant prêt à défendre la diversité, oublie les minorités dans son budget.

Finalement

Faire l'exercice de passer le dernier énoncé budgétaire au peigne fin, c'est prendre conscience qu'il ne fonctionne pas. L'impossibilité de vendre au coût de production l'hydroélectricité, les conséquences potentielles des privilèges pour le transport en commun, l'oubli des groupes minoritaires n'en sont que quelques exemples. L'absence de mesures financières venant soutenir le système d'aide juridique et le système de gestion de déchets, deux secteurs que le gouvernement avait promis de réformer plus tôt cette semaine, ne font que confirmer un fait déjà solidement prouvé.

Le premier ministre Moisan et son équipe, lundi dernier



Crédit photo: Vox Populi

« Faire l'exercice de passer le dernier énoncé budgétaire au peigne fin, c'est prendre conscience qu'il ne fonctionne pas. »

Pharma-Quoi?

Par Camille Guy-Paquin

Depuis l'annonce de la possibilité de voir Pharma-Québec arriver sur le marché pharmaceutique de la province, le sujet est sur toutes les lèvres. Pour clarifier la situation, un face à face a eu lieu jeudi dernier à l'Assemblée. Il opposait M. Émile Gendreau-Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, et M. Samuel Rousseau qui est porte-parole en matière de Santé et Services sociaux pour l'opposition officielle. Deux principaux thèmes ont été abordés : Pharma-Québec et la télécommunication dans le monde de la santé.

Pour ce qui est de Pharma-Québec, le ministre a expliqué plus clairement les bases de cette future société d'État. Il s'agit d'une entreprise publique d'achat groupé qui a pour but de faciliter l'accessibilité des médicaments aux Québécois. En se procurant les médicaments génériques en grand nombre, le gouvernement, par l'entremise de Pharma-Québec, diminuera les prix offerts aux citoyens. L'Alliance progressiste du Québec utilisera les revenus de l'organisme comme source de financement du trésor québécois.

Marché des entreprises privées

L'opposition a saisi l'opportunité de cette joute pour exposer ses craintes liées à l'arrivée sur le marché de Pharma-Québec. M. Samuel Rousseau a exprimé sa préoccupation de voir

cet organisme public « prendre des parts du marché » et par le fait même limiter les libertés des entreprises déjà présentes. À cela, M. Gendreau-Côté s'est montré conscient des risques, mais réitère le fait que cette mesure correspond à l'intérêt de l'ensemble des Québécoises et des Québécois. Selon lui, Pharma-Québec aura des impacts directs sur le compte de banque des citoyens en leur faisant économiser.

« En moyenne, un Québécois va payer 1027\$ de médicaments versus la Nouvelle-Zélande qui a un système semblable à Pharma-Québec. Là-bas, le fardeau fiscal moyen par habitant des médicaments est 340\$ [...] après la conversion », explique le ministre de la Santé.

Pour ce qui est du risque de monopole souligné par le porte-parole de l'opposition, M. Gendreau-Côté mentionne que les nouveaux défis liés à l'arrivée de Pharma-Québec n'ont pas comme but de priver les autres entreprises de leur « gagne-pain ».

Choix des citoyens

Une autre des incertitudes soulevées par M. Rousseau est la place réservée uniquement aux médicaments génériques. En effet, Pharma-Québec n'offrira que cette version aux consommateurs. Ainsi, le porte-parole de l'opposition officielle se demandait quels seraient les avantages offerts à ceux qui préfèrent l'original au générique. Le ministre de l'APQ a donc répondu en soulevant le point que « la majorité des médicaments pris sont génériques ». Il est revenu sur

le fait que cette initiative allait améliorer grandement l'accessibilité aux médicaments génériques à un faible coût pour tous les Québécois.

Proposition de solution

En terminant le face à face, le porte-parole en matière de Santé a convenu que des problèmes existaient dans le domaine des médicaments. Toutefois, M. Rousseau mentionne le rôle que les assurances privées peuvent jouer pour améliorer la situation. Selon lui, elles ne sont peut-être pas parfaites, mais plus adéquates dans cette situation.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux et le porte-parole en matière de Santé et de Services sociaux



Crédit photo: Camille Champagne-Félix

Vert d'ironie

Chronique par Jeanne Gauthier

En date du jeudi 16 janvier 2020, L'IL n'avait pas convaincu les journalistes de la Tribune de la presse.

Ses députés criaient sur tous les toits que le programme du gouvernement manquait de mesures vertes. Pourtant, eux-mêmes n'en mettaient pas de l'avant. Le porte-parole en matière d'environnement et de lutte contre les changements climatiques, M. Émile Simard, a contacté l'équipe de *Vox Populi*. Il cherchait à apaiser les esprits des journalistes en partageant une mesure. Cette nouvelle mesure vise à aider les familles québécoises à acquérir un véhicule électrique. M. Simard propose de doubler le crédit d'impôt alloué à l'achat d'un véhicule électrique, jusqu'à concurrence de 16 000\$. L'IL s'engage à appliquer cette mesure dans un mandat futur au gouvernement si elle n'est pas adoptée par l'Alliance progressiste du Québec.

L'ironie est plutôt frappante. L'IL accuse l'APQ de ne mettre de l'avant que des «mesurettes.»

Leur expression, pas la mienne. L'opposition officielle ne peut cependant pas ce prévaloir d'être en tête dans la course verte. En effet, le parti, qui ne s'est jamais déclarée écologiste, ne semble pas prioriser l'avenir des citoyens qu'elle cherche si fort à «protéger.» En ce temps d'urgence climatique évidente, le parti devra faire plus que subventionner des véhicules électriques familiaux s'il veut espérer convaincre les Québécois que l'on défend leurs intérêts. Pourquoi ne pas s'attaquer à une alternative au transport lourd de marchandise? Voilà la question qui me pique la langue. Mais il serait irréaliste de ma part d'oser espérer que les libéraux sortent de la poche des grands patrons d'entreprise assez longtemps pour voir que dans quelques années, il ne restera plus de planète à exploiter, plus de liberté à défendre. Le portefeuille de l'élite est-il vraiment plus important que la qualité de vie des Québécois et des Québécoises? C'est se voiler les yeux que de penser que les patrons deviendront verts par eux-mêmes.

Émile Simard, porte-parole en matière d'Environnement et de Changements climatiques, L'IL



Crédit photo: Jeanne Gauthier

« C'est se voiler les yeux que de penser que les patrons deviendront verts par eux-mêmes. »

Entre deux caucus: les adjoints dans l'ombre

Par Carla désir



Ils sont environ une vingtaine qui travaille d'arrache-pied tous les jours.

La tâche d'être adjoint parlementaire est essentielle à la vie politique et au bon fonctionnement de l'Assemblée; sans eux, les ministres peineraient à balancer tous leurs dossiers, mais ils sont malheureusement méconnus du public général. Au *Vox populi*, nous avons pu parler à Danaë Simard, l'adjointe parlementaire à la Culture, aux Communications et la Condition féminine ainsi que Andrew Lavallée, l'adjoint à la Santé et aux Services sociaux.

Vous êtes à peu près une vingtaine d'adjoints parlementaires. Pouvez-vous commencer par expliquer la fonction d'adjoint parlementaire ?

Andrew : Dans le fond, le travail d'un ministre c'est une lourde tâche. Ça a l'air facile en Chambre, mais la préparation dans les caucus c'est beaucoup de discours, beaucoup de recherche. L'adjoint est vraiment utile parce que faire tout ça tout seul en plus d'apprendre ses textes et de composer avec les questions des journalistes ce n'est pas évident. On a beaucoup de temps de caucus donc on les aide avec ça. Être adjoint s'est une lourde tâche.

Danaë : Comme Andrew a dit, on est vraiment là pour assister à la recherche, assister dans les dossiers. On le dit souvent dans le

caucus, le ministre est un peu la face du ministère en quelque sorte. C'est à lui qu'on va poser des questions, c'est lui qui va se faire interroger sur les sujets. L'adjoint c'est nous la personne en arrière prêt à assurer ses arrières.

Danaë, tu es adjointe parlementaire à la Culture, aux Communications et la Condition féminine. Comment fais-tu pour réconcilier ces trois sujets-là qui sont si différents ?

Danaë : Plus on travaille dessus, plus on se rend compte à quel point les trois sont liés. La culture, ça rassemble tout ce qui caractérise un peuple. Les communications, c'est le véhicule de la culture, c'est comment on informe la population. La condition féminine, ça a été rajouté par après et ça peut se rapporter à la culture parce qu'on la valeur comme nation de créer l'égalité des sexes.

Andrew, les deux plus gros sujets en politique au Québec, c'est la santé et l'éducation. Le système de santé on en parle depuis longtemps au Québec, alors est-ce que c'est difficile de travailler dans ce ministère ?

Andrew : On en parle tout le temps, la santé c'est pas juste les hôpitaux qui débordent. C'est la qualité de l'air, la qualité de l'eau, c'est partout. C'est dur de penser à toutes les choses qui

vont apparaître. C'est dur de voir tout ce qu'il y a dans le domaine de la santé... c'est vraiment quelque chose.

Puisque vous devez travailler avec un ministre, êtes-vous être proche de votre ministre ou c'est plus du genre chacun travaille de son côté ?

Danaë : Dans mon cas, ma ministre et moi on était de très bonnes amies à l'origine. Les deux on s'était présentées pour le même poste. Mais au final, on est davantage solidaire entre nous deux puisqu'on a un beau ministère et on se partage bien la tâche. Elle est vraiment la voix du ministère, mais les têtes ensemble c'est quasiment 50-50. Au sein du caucus, on a une belle solidarité en général, ministre avec ministre, ministre avec adjoint et adjoint entre adjoints.

Andrew : Ça travaille assez fort en équipe durant les caucus. Au début d'un caucus, on a la petite introduction et on part ensuite faire son travail. Mon ministre, je ne le connaissais pas avant. On s'entend bien, mais on est assez indépendant. On fait notre petite rencontre et on part chacun sur notre ouvrage, mais ça marche bien comme

(suite à la page suivante)



Pourquoi vouloir entrer en politique ?

Danaë : Je ne me considère pas comme une politicienne. Les gens qui sont purement politiciens, je trouve qu'ils n'ont pas leur place en politique. La politique c'est une chose de vraies personnes avec des vraies choses à régler. Une fois que ta cause est défendue et que tu as ce que tu voulais, il n'y a pas, selon moi, de réelle raison d'être là. Dans mon cas, dans les sujets qui m'animent le plus, il y a les enjeux qui entourent la culture. Je viens d'une fa-

mille d'artistes, ça a toujours été très cher à mon cœur. J'étudie en communication radio au cégep de Jonquière, depuis le scandale de la presse je m'y intéresse toujours plus.

Andrew : Moi j'adore la politique. J'ai été intéressé par ça dans ma jeunesse. J'ai fait des conseils jeunesse dans ma ville de Drummondville, j'ouvre le journal juste pour lire la rubrique politique, internet, je lis toutes les nouvelles, je suis toujours là-dessus. J'aime ça en parler, débattre de ça. Ma famille me haïe

parce que je suis le seul qui aime ça. J'ai eu l'occasion d'être ici, c'est comme un rêve. C'est tellement stimulant être dans ça. J'aime le droit, je suis en technique juridique au cégep et le droit et la politique sont intimement reliés. La technique est tellement faite pour moi, tout ce qui touche les tribunaux, les décisions. Tout ce qui touche la gestion de la vie, j'adore ça et je suis à ma place.

JUSTICE!!!

Chronique par Anthony Trépanier

Depuis le début du mandat du gouvernement en début de semaine, les deux partis de l'opposition, soit L'Innovation libérale, puis le Front Progressiste-Écologique, ont souvent critiqué ouvertement le gouvernement avec une certaine sévérité. Ils réclamaient du concret, des mesures claires et chiffrables tout en sachant bien que cela devrait attendre l'énoncé budgétaire du gouvernement. Alors que certaines critiques semblaient raisonnées, comme celle concernant Pharma-Québec, où l'on ne savait pas encore si cette potentielle création gouvernementale créerait elle-même ses propres médicaments, d'autres

des offensives de l'opposition l'étaient bien moins. Par exemple, la conception du devoir citoyen de LIL empêche toute réalisation de projet d'envergure, parce qu'il ne veut pas bouleverser le patronat et les grosses corporations en favorisant une plus grande intervention étatique au sein de l'économie québécoise. Aussi, le FPÉ en demande toujours davantage en matière d'environnement, ce qui est tout à leur honneur considérant l'urgence climatique. Or, il ne faudrait pas exiger l'impossible de la part du gouvernement. Quand l'APQ affirme vouloir progressivement réduire la dépendance aux hydrocarbures, le FPÉ ré-

torque que toute consommation de pétrole doit cesser du jour au lendemain. Lorsqu'on te tend la main, il n'est pas avisé de la repousser inutilement, de cracher dessus. Quant à LIL, idéologie oblige, ce parti et l'écologie font deux. La plupart du temps, les partis ont affirmé être prêts à collaborer. Diantre que nous l'avons entendu souvent, ce mot, cette semaine ! Fichtre, je dirais même.

Hier, l'énoncé budgétaire nous a été livré par la ministre des Finances, madame Alexandrine Lamoureux, afin de clarifier les penses du gouvernement.

(suite à la page suivante)



On y clarifie certains points, dont celui de Pharma-Québec qui serait «comme un Costco, mais pour les médicaments» aux dires de la ministre. L'APQ nous a exposé de bonnes idées lors des derniers jours. Notamment, avec le dossier de l'immigration. La répartition des nouveaux arrivants en régions permettrait de combler un brin le manque de main-d'œuvre et de désengorger l'île de Montréal. Parmi les initiatives de l'énoncé budgétaire, plusieurs ont été définies davantage. Selon moi, l'une des meilleures propositions en termes d'équité sociale est celle de la modification des paliers d'imposition. En effet, le gouvernement compte faire passer le nombre de paliers de 4 à 10. De plus, «le palier maximal passerait de 150 000 \$ à 250 000 \$». Ainsi, l'imposition pourrait se faire de manière plus juste, en fonction des revenus des citoyens, et permettre la contribution des plus grands magnats du Québec, et ce pour le bien commun.

Selon l'APQ, «77 % des Québécois verraient leurs impôts diminuer d'en moyenne 200 \$». L'opposition officielle s'est dite

déçue. Pour sa part, le FPÉ a montré son intérêt sans toutefois encenser l'énoncé. Sachant que les libéraux ont, jour après jour, affirmé vouloir alléger le «fardeau fiscal», et considérant que ce projet redonne de l'argent aux contribuables, j'aimerais bien savoir ce que la porte-parole des Finances de L'Innovation libérale, madame Gabrielle Gagnon, peut y reprocher. L'IL ne semble pas comprendre que les impôts permettent la mise en

**« Toujours la
même
cassette! »**

place de services pour tous nos concitoyens. Elle a affirmé que c'est une bonne chose de diminuer l'imposition des Québécois, mais qu'elle ne souhaite pas pé-

naliser les plus riches, les créateurs de richesse. Toujours la même cassette! C'en est à croire que l'organisation composant le parti de L'Innovation libérale musèle les députés, afin qu'ils soient les petits perroquets de leur chef. Bien sûr, cette tendance n'est pas propre à ce parti, mais elle leur colle à la peau. Espérons que, malgré la résistance acharnée de L'IL, l'instauration des nouveaux paliers d'imposition puisse être appliquée. Le Québec gagnerait à être plus libre collectivement et à ce que ses représentants travaillent pour une plus grande justice sociale.

-Anthony Trépanier





Insolite du Vendredi

Afin d'agrémenter l'édition spéciale du journal de cet après-midi, le Res Publica et le Vox Populi vous invitent conjointement à envoyer des confessions (d'ici 13h) pour un courrier du cœur, à l'adresse courriel **SPOTTED-FORUM2020@GMAIL.COM.** Le tout sera anonyme. Merci de votre collaboration!

Fabrice qui réussit à finir son discours sans être interrompu



B. A.*

Le chef du Front progressiste-écologique, Louis-Simon Barrette, a apporté ses propres couverts. Comme quoi, la préoccupation environnementale se retrouve même dans ses habitudes.



* NE PAS LIRE SI VOUS N'AVEZ PAS LE SENS DE L'HUMOUR*